



COMMUNIQUÉ

Ce n'est pas dans les salons que nous nous allongerons !

L'intersyndicale des organisations syndicales CGT, FO, SUD et UNSA Santé et Sociaux ne se rendra pas à l'invitation du ministre de la Santé et de la Prévention ce jour, 25 mai 2023.

Nous alertons depuis des mois sur la situation catastrophique des conditions d'exercice et de travail des professionnel.le.s au sein de l'hôpital public et des établissements du sanitaire, médico-social et social public et privé.

Le sacrifice organisé des salarié.e.s de ces secteurs d'activités au détriment de leur propre santé et parfois de leur vie, pour faire fonctionner notre système de santé et d'action sociale est insupportable et ne peut plus durer.

A chaque drame ou crise aiguë, le gouvernement encense les personnels, fait des promesses, mais au final le quotidien des travailleuses et travailleurs de la santé et de l'action sociale, ainsi que la prise en charge de la population ne cessent de se dégrader.

Une fois de plus, le ministre de la Santé et de la Prévention a étalé dans la presse ses propositions avant de nous réunir et cela sans consulter les représentant.e.s des personnels élu.e.s que nous sommes. De plus, le 12 mai 2023, nous avons adressé un courrier à ce dernier exposant largement les revendications urgentes des personnels, mais ce courrier est resté sans réponse.

Nous ne sommes pas aux ordres et ne cautionnons pas le désordre occasionné par la politique de santé menée par ce gouvernement.

Nous continuerons à boycotter toutes les instances et réunions tant que les légitimes revendications des salarié.e.s ne seront pas mises sur la table et ne feront pas l'objet de réelles et véritables négociations.

Nous appelons ensemble les personnels et la population, à se mobiliser le 6 juin pour l'abrogation de la loi retraites, loi inacceptable pour les professionnel.le.s de nos secteurs aux métiers pénibles.

Et le 20 juin, à une mobilisation nationale dans le secteur de la santé et de l'action sociale, pour obtenir des moyens supplémentaires et faire gagner les revendications des salarié.e.s.

Paris, le 25 Mai 2023